Louis GILL

Économiste, retraité de l'UQÀM

(novembre 2010)

"Finances publiques. Alarmisme d'automne : cru 2010."

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@ugac.ca

Site web pédagogique : <http://www.ugac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.ugac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.ugac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Louis Gill, économiste québécois
Professeur retraité de l'UQAM

"Finances publiques. Alarmisme d'automne : cru 2010."

Un article publié dans le journal **Le Devoir**, Montréal, édition du 26 novembre 2010.

<http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/311719/finances-publiques-alarmisme-d-automne-cru-2010>

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l'UQAM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l'économie internationale, l'économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 20 juin 2011 de diffuser cet article dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : gill.louis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée : Comic Sans, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11".

Édition numérique réalisée le 29 juin 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Louis Gill

**"Finances publiques.
Alarmisme d'automne : cru 2010."**

Un article publié dans le journal **Le Devoir**, Montréal, édition du 26 novembre 2010.

<http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/311719/finances-publiques-alarmisme-d-automne-cru-2010>

Photo : Clément Allard - Le Devoir.

Selon le Conference Board, le Québec devra reconnaître que ses généreux programmes sociaux ont un coût et qu'il doit l'assumer dans ses prochains budgets s'il veut éviter un dérapage des finances publiques. Sur la photo: le ministre des Finances Raymond Bachand avant le dépôt du dernier budget.

Les dernières années nous ont appris que l'automne est fertile en prévisions alarmistes de l'avenir économique du Québec. Nous avons eu droit notamment au manifeste des « lucides » en octobre 2005 et, l'an dernier, aux trois fascicules des experts « indépendants », conseillers du ministre des Finances, qui ont ouvert la voie aux mesures du budget de l'année 2010-2011. Cette année, c'est le Conference Board du Canada qui se manifeste dans une étude récemment rendue publique, intitulée *Les finances publiques du Québec : l'heure des choix a sonné*.

Son jugement est radical : si les tendances actuelles des dépenses de programme se maintiennent, « *le gouvernement du Québec court à sa perte* » ! Dans vingt ans, prévient-il, le déficit budgétaire de l'année 2030-2031 dépassera les 45 milliards de dollars (dix fois le déficit prévu pour l'année en cours), résultat d'une croissance annuelle moyenne prévue des revenus budgétaires de 4 %, inférieure à celle des dépenses (5 %). Les facteurs identifiés comme étant à l'origine de cet écart entre revenus et dépenses sont bien connus : une faible croissance du Produit intérieur brut réel découlant d'une faible croissance démographique, le poids prépondérant des dépenses de santé qui subiront l'effet du vieillissement de la population et une forte croissance du service de la dette. Nous revoilà donc en terrain familier, face à un ensemble d'hypothèses contestées par de nombreux chercheurs.

Les finances publiques du Québec le menant « *droit vers un mur* », l'heure des choix aurait sonné : si la population du Québec veut maintenir l'universalité des soins de santé et les frais de scolarité les plus faibles en Amérique du Nord, choix de société tout à fait justifiables, précise l'étude, elle devra reconnaître que ces choix ont un coût et qu'elle doit l'assumer si elle veut éviter un dérapage des finances publiques.

Le moyen proposé par le Conference Board pour équilibrer les finances publiques est l'ajout aux mesures du dernier budget d'une augmentation de la taxe de vente du Québec (TVQ) de dix points de pourcentage sur vingt ans, qui permettrait selon ses évaluations de réduire graduellement le déficit budgétaire de 4,3 milliards de 2009-2010 et de réaliser un surplus dans une dizaine d'années. Après les deux augmentations annuelles de 1 % prévues dans le budget de l'année

en cours, qui le porteront à 9,5 % en janvier 2012, le taux de la TVQ atteindrait ainsi 19,5 % en 2030-2031. Il devrait vraisemblablement être augmenté davantage par la suite, un nouveau déficit de quelque 3 milliards étant prévu pour 2030-2031. Pour amortir le choc d'une telle proposition, l'étude rappelle que le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est actuellement de 19,6 % en France.

Les finances du Québec mises en perspective

Le « chiffre qui tue », mentionné d'entrée de jeu par le Conference Board en guise d'illustration du péril auquel nous ferions face, est ce déficit budgétaire de 45 milliards de dollars qu'il anticipe pour 2030-2031, soit dans ... vingt ans ! Or, selon les prévisions de cette même étude, le PIB nominal prévu pour la même année sera de 600 milliards de dollars, soit le double du PIB actuel. Le déficit de 45 milliards de dollars représenterait donc 7,5 % du PIB *dans vingt ans*. Ce pourcentage est sensiblement plus élevé que le pourcentage actuel de 1,5 %, il faut le reconnaître. Mais il est nettement inférieur au niveau *actuel* moyen observé dans les principaux pays industrialisés qui est de l'ordre de 10 %, sans parler des 13 % atteints en Grèce et des titanesques 32 % de l'Irlande dévastée par la faillite de ses banques.

Pour ce qui est de l'endettement du Québec, le Conference Board prévoit que la dette brute du gouvernement augmentera de son niveau actuel de 53 % du PIB à 103 % en 2030. Comment cette évolution prévue se compare-t-elle à celle des principaux pays industrialisés ? Selon une étude de la Banque des règlements internationaux (*BIS Working Paper 300*, mars 2010), les prévisions de la dette des administrations publiques en pourcentage du PIB sont, pour l'année 2030, sans modification des politiques actuelles, 450 % pour le Japon, 350 % pour la Grande-Bretagne, 300 % pour les États-Unis, 280 % pour la France et la Grèce, 250 % pour l'Irlande, 225 % pour l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne et le Portugal.

La mention de ces chiffres astronomiques n'a qu'un seul objectif, celui de relativiser la situation du Québec et de soutenir le point de

vue selon lequel la singularisation et l'alarmisme sont de mauvais guides en matière d'évaluation de sa situation financière. Il faut se méfier par ailleurs de verdicts reposant sur des projections de long terme, qui pourraient être radicalement invalidées par des événements imprévus survenant en cours de route et qui ont pour effet d'amplifier de manière exponentielle avec le temps le moindre écart existant au départ, entre le taux de croissance des revenus et celui des dépenses par exemple.

Pour garantir l'équilibre des finances publiques, il y a beaucoup à trouver dans la recherche de moyens de réduire les dépenses sans réduire les services publics. La réduction du coût des médicaments par leur achat centralisé par l'État en est un exemple. Pour ce qui est des revenus, contrairement à ce que propose le Conference Board, j'estime avec bien d'autres qu'il faut renoncer à les augmenter en utilisant une fiscalité régressive qui frappe plus lourdement les bas revenus et revenir à une fiscalité progressive qui a été passablement érodée au cours des dernières décennies. Dans le contexte de la crise des finances publiques qui sévit à l'échelle mondiale, de nombreuses voix ont déjà évoqué cette nécessité, dont celles d'anciens partisans résolus des réductions d'impôts.

En matière de revenus, le Conference Board suppose que les transferts fédéraux dont bénéficie le Québec augmenteront à un rythme annuel moyen de quelque 5 % pour atteindre 36 milliards en 2030-2031, à partir des 15 milliards de l'année en cours. Il ne précise pas toutefois quelle hypothèse il fait quant à l'usage que le gouvernement du Québec fera de ces transferts. Or, il est utile de mentionner qu'entre 2003 et 2010, six milliards de dollars de transferts fédéraux ont été dévoyés par le gouvernement pour réduire du même montant les impôts des particuliers et des entreprises. Au cours de cette période, la part des transferts fédéraux dans les revenus budgétaires a augmenté de 18 % à 25 %, alors que la part des revenus autonomes (impôts et taxes) diminuait de 82 % à 75 %. Une juste appréciation de la situation fiscale du Québec ne peut faire abstraction de ce fait.

Fin du texte